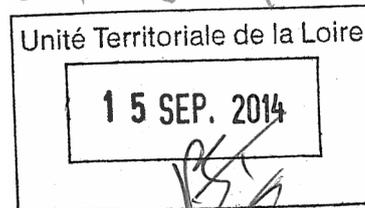


UT42-S3-014-0294



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETÉ N° 354-DDPP-14**  
portant mise en œuvre des garanties financières  
pour la mise en sécurité des installations

La préfète de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU l'article L 516-1 du Code de l'Environnement, relatif à la constitution des garanties financières,

VU les articles R 516-1 et R 516-2 du Code de l'Environnement, relatifs à la constitution des garanties financières,

VU l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières,

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la société ACP en date du 25 octobre 1984, complété par l'arrêté du 31 mai 2012,

VU l'arrêté préfectoral n°14-36 du 13 juin 2014 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire,

VU l'arrêté préfectoral n°197 DDPP 14 du 16 juin 2014 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 23 juin 2014,

VU l'avis du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques du 21 juillet 2014,

VU l'absence d'observation sur le projet d'arrêté transmis par courrier du 21 août 2014,

**Considérant** les propositions de calcul du montant des garanties financières faites par la société ACP, située sur la commune de CIVENS, par courrier du 29 novembre 2013,

**Considérant** que le montant retenu par l'inspection des installations classées est inférieur à 75 000 €,

**Considérant** que ce montant est établi sur la base de quantités maximales de déchets entreposés qu'il convient d'entériner par arrêté préfectoral complémentaire,

**Sur proposition** du secrétaire général de la Préfecture de la Loire,

**ARRETE**

### Article 1 : Liste des installations soumises à garanties financières

La société ACP est concernée par la réglementation des garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations situées sur la commune de Civens, RN82 – 410 rue des Places, pour les activités suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques/alinéa
2712	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m <sup>2</sup>

### Article 2 : Montant des garanties financières

En application de l'article R516-1 susvisé du Code de l'Environnement l'obligation de constitution des garanties financières ne s'applique pas à la société ACP car le montant calculé des garanties financières, validé par l'inspection et évalué à 52 281 euros, est inférieur à 75 000 euros.

### Article 3 : Quantité maximale de déchets

Le calcul du montant des garanties financières se fonde sur des quantités maximales de déchets présentes sur le site et résultant des activités listées à l'article 1. Les quantités maximales de déchets, présentes sur site, ne doivent pas dépasser les valeurs prescrites dans le tableau ci-dessous.

Déchets	Quantité maximale
Pneumatiques	20 m <sup>3</sup>
Batteries	7 bacs plastiques P1
Huiles + liquide de frein	2 m <sup>3</sup>
Pots catalytiques	4 bacs grillagés
VHU non dépollués	80 unités
VHU dépollués	350 unités
Carcasses de VHU	180 unités
Airbags et prétensionneurs de ceinture	2 bacs grillagés
Réservoirs GPL	10 unités
Fluides frigorigènes	0,02 t
Gazole	2 m <sup>3</sup>
Essence	1 m <sup>3</sup>
Carburants mélangés	0,4 t
Filtres à huiles	0,286 t
Liquide de refroidissement + lave-glace	1,96 t
Eau + huile (séparateur à hydrocarbures)	3,26 t
Boues de séparateur à hydrocarbures	0,76 t
Aérosols	0,021 t
Emballages et matériaux souillés	0,0125 t

### Article 4 : Révision du montant des garanties financières

L'exploitant est tenu de transmettre au préfet un montant révisé des garanties financières pour :

- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières ;

- toute modification apportée aux installations et à leur mode d'utilisation qui soit de nature à modifier le montant des garanties financières.

#### **Article 5 Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif.

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

#### **Article 6 Notification**

Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection de l'environnement, Monsieur le maire de CIVENS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à ST-ETIENNE, le 15 SEP. 2014

**Patrick RUBI**  
Directeur Adjoint

Pour le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations  
et par délégation

Copie adressée à :

- Société ACP
- 410 Rue des Places – RN 82  
42110 CIVENS
- Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON
  - Monsieur le maire de CIVENS
  - Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UT Loire
- Inspection de l'environnement
- Archives
  - Chrono

